

ÉLOI LAURENT

SORTIR
DE LA
CROISSANCE

**MODE
D'EMPLOI**

SORTIR DE LA CROISSANCE,
MODE D'EMPLOI

Éloi Laurent

**SORTIR DE LA CROISSANCE,
MODE D'EMPLOI**

Éditions les liens qui libèrent

ISBN : 979-10-209-0778-3

© Les Liens qui Libèrent, 2019

*Pour Sylvie, pour Lila, pour Jonas,
avec mon amour infini.*

INTRODUCTION

La croissance, illusion ou mystification ?

«La croissance économique, éternelle, voilà la seule chose dont vous parlez. [...] Continuer avec les mêmes mauvaises idées qui nous ont conduits dans l'impasse où nous sommes, voilà tout ce que vous proposez.»

Greta Thunberg, 15 ans,
activiste du climat, dans son discours à la COP 24
le 15 décembre 2018

Nous vivons sous l'empire des données. Les humains n'en ont jamais produit autant (2,5 trillions d'octets par jour), et jamais les données n'ont été aussi puissantes pour organiser nos sociétés et régenter nos vies. Et pourtant, à proprement parler, les «données» n'existent pas.

Les chiffres qui nous gouvernent sont des constructions sociales derrière lesquelles se cachent une vision particulière du monde et des choix méthodologiques subjectifs et discutables. Les données, instruments de connaissance, résultent d'hypothèses, de modèles et de techniques, mais elles sont également entachées de valeurs, de préjugés, d'idéologie. Entre les mains des

décideurs publics et privés, elles deviennent des instruments de pouvoir qui prennent alors le nom quelque peu austère, mais plus approprié, d'« indicateurs » (l'étymologie est ici « index », le doigt qui pointe vers un objet ou une direction).

Dans le cadre d'une transition digitale qui s'accélère chaque jour, les « données » apparaissent encore plus mal nommées : les informations personnelles des utilisateurs d'outils numériques ne sont pas mises volontairement et consciemment en libre-service, mais subtilisées à des personnes transparentes par des entreprises opaques pour être instrumentalisées à des fins lucratives. Ces pratiques (souvent illégales) révèlent le caractère éminemment politique, au XXI^e siècle, des « données », que l'on appellerait plus justement des « dérobées ».

Les données sont donc le produit de normes et, à leur tour, deviennent des normes en influençant les attitudes et les comportements humains du fait de l'action combinée des chercheurs et des décideurs. Comme l'a si clairement dit Donatella Meadows, « les indicateurs découlent de valeurs (nous mesurons ce qui nous tient à cœur) et créent des valeurs (nous nous soucions de ce que nous mesurons)¹ ».

L'objectif principal de cet ouvrage est de montrer que nous gouvernons aujourd'hui nos économies avec de mauvais indicateurs – au premier rang desquels la croissance et son incarnation, le PIB (produit intérieur brut)

1. Donatella Meadows, *Indicators and Information Systems for Sustainable Development. A Report to the Balaton Group*, Hartland, VT, The Sustainability Institute, 1998, http://www.iisd.org/pdf/s_ind_2.pdf.

– qui détournent notre attention des véritables défis du début du ^{xxi}^e siècle au lieu de nous aider à les affronter et à les surmonter. L'enjeu est moins la taille de notre univers empirique, en expansion constante, que la qualité des données qui le peuplent. Plutôt que de nous extasier de vivre à l'ère du Big Data, nous devrions nous inquiéter de vivre à l'ère du Big Bad Data. Et cette préoccupation devrait nous conduire à vouloir gouverner l'empire des données au lieu de subir sa loi. Si nous souhaitons cette émancipation, il nous faut devenir, si l'on peut dire, numériquement lettrés. Il nous faut déchiffrer notre monde.

Dans cette entreprise de libération, l'économie standard ou conventionnelle (celle qui est encore aujourd'hui pratiquée par une très large majorité d'économistes professionnels, enseignants comme chercheurs) constitue un formidable obstacle. Elle impose une vision biaisée du monde social par laquelle certains indicateurs (dictés par certaines valeurs) dominent tous les autres en déterminant des choix collectifs cruciaux, tout en étant à peine débattus dans l'espace public.

Alors que le taux de croissance du produit intérieur brut influence profondément la politique des gouvernements, et, par ricochet, la vie quotidienne de milliards de citoyens aux quatre coins de la planète, de multiples facettes de l'existence de ces derniers sont oubliées, négligées ou sacrifiées. Plus précisément, les trois horizons de l'humanité au ^{xxi}^e siècle que sont le bien-être, la résilience et la soutenabilité échappent à peu près complètement à nos systèmes actuels de mesure et de pilotage économiques.

L'horizon du bien-être découle d'une question ancestrale : quelle est la source du développement humain ? En d'autres termes, comment évaluer la « qualité de vie » ? Le bien-être peut se mesurer de manière objective (par le biais d'indicateurs qui reflètent l'état de santé ou le niveau d'instruction) ou subjective (à travers l'évaluation du bonheur ou de la confiance), et à différentes échelles géographiques, mais, en tout état de cause, il s'agit d'une métrique statique qui ne nous dit rien sur l'évolution humaine dans le temps.

Pour une approche dynamique qui mette en lumière non seulement l'état actuel du bien-être, mais aussi son devenir, il faut se tourner vers les notions de résilience et de soutenabilité. La question à laquelle tentent de répondre les citoyens et les décideurs devient alors beaucoup plus complexe : pouvons-nous espérer maintenir notre bien-être dans le temps, et, si oui, à quelles conditions ?

La résilience, qui tente de déterminer si le bien-être peut résister aux chocs et y survivre, est un premier pas dans cette direction. Plus précisément, se donner comme horizon la résilience, c'est tenter d'évaluer la capacité d'une communauté, d'un territoire, d'une nation ou de la biosphère tout entière à faire face à des chocs économiques, sociaux ou environnementaux sans déperir. Un enjeu actuel et brûlant de résilience est la question de savoir si les communautés humaines du monde entier pourront (ou non) s'adapter au changement climatique qui s'aggrave sous nos yeux.

La mesure – ou, plus exactement, l'évaluation – de la soutenabilité est encore plus ambitieuse et délicate, en ce

sens qu'elle vise à appréhender le bien-être à long terme, à la fois après la survenue de chocs et en temps normal. On peut à cet égard considérer les sociétés humaines comme détentrices d'un patrimoine commun dont elles tirent des avantages et qui détermine leur développement à long terme : climat, biodiversité, ressources naturelles, santé, éducation, institutions, innovations technologiques, villes, infrastructures, etc. Tenter d'évaluer la soutenabilité consiste à essayer de comprendre à quelles conditions ce patrimoine peut être hérité, entretenu et transmis de génération en génération. Comment, par exemple, les services fournis gratuitement aux communautés humaines par les écosystèmes, tels que la pollinisation, peuvent-ils continuer à bénéficier aux générations futures ? Dans ce schéma d'analyse, la résilience peut être comprise comme l'horizon de court terme de la soutenabilité : la résilience tente de mesurer les chocs quand la soutenabilité s'efforce d'évaluer les stocks.

Dans notre « siècle de l'environnement » (selon la formule du naturaliste Edward Wilson), raisonner en termes de résilience et de soutenabilité revient à affirmer que le bien-être humain n'est qu'une illusion temporaire s'il ne peut être concilié avec la préservation des écosystèmes terrestres.

Sur le socle de ces notions, le présent ouvrage défend une idée simple, mais forte : l'ensemble de l'activité économique, qui est un sous-ensemble de la coopération sociale, doit être réorienté vers le bien-être des personnes et la résilience et la soutenabilité des sociétés. Pour ce faire, nous devons placer ces trois horizons collectifs au centre de nos réflexions et de nos politiques

économiques. Plus exactement, les y *replacer*. Car le bien-être et la soutenabilité ont longtemps été au cœur de l'analyse économique, avant d'être progressivement perdus de vue.

C'était le cas dans la philosophie grecque antique, où le bien-être était le point de départ explicite des considérations éthiques par exemple chez Aristote, fondateur du raisonnement économique avec Xénophon. Pour Aristote, l'économie signifiait la gestion des ressources rares au sein du ménage (*oikos, nomos*) – ce que nous appelons aujourd'hui la microéconomie –, et son but ultime, décrit avec clarté et précision dans le premier chapitre de l'*Éthique à Nicomaque*, publié il y a deux millénaires et demi, n'était pas l'accumulation de richesses, mais la poursuite du bonheur. Une vie réussie était, pour Aristote, une vie heureuse, et il concevait l'économie comme un moyen de parvenir à cette fin.

Au XVIII^e siècle, quand Jeremy Bentham a inventé la philosophie utilitariste, sur laquelle repose encore une bonne partie de l'économie néoclassique apparue à l'aube du XX^e siècle, il a choisi de fonder sa théorie sur une conviction analogue, professant que «le plus grand bonheur du plus grand nombre» était «la mesure du bien et du mal». En d'autres termes, lorsque l'analyse économique est née, puis s'est modernisée, sa préoccupation première et sa finalité explicite étaient le bien-être humain, pas la croissance.

Ce qui est vrai du bien-être l'est aussi de la résilience et de la soutenabilité. L'objectif d'un développement économique contenu dans les limites physiques de la nature, que la littérature scientifique contemporaine

désigne sous le nom de « limites planétaires », n'a rien de nouveau. Les physiocrates de la France du milieu du XVIII^e siècle, représentés par Turgot et Quesnay, pensaient que le pouvoir (*cratos*) appartenait aux responsables de la gestion des ressources naturelles (*phusis*). Peu de temps après, Malthus décrivit avec cynisme et fatalisme la précarité des êtres humains, engagés dans une course folle entre la croissance géométrique de leur population et la croissance arithmétique de leurs subsistances.

Cette vision tragique a influencé le grand économiste classique anglais David Ricardo, qui ne concevait pas de développement en dehors de l'avarice de la nature, ce qui a notamment déterminé sa théorie des « rendements décroissants » dus à la faible productivité de terres moins fertiles progressivement mises en culture sous la pression d'une population croissante – une théorie dont l'influence demeure considérable. Si Ricardo voyait dans la mondialisation et le progrès technologique des solutions à cette loi d'airain des rendements décroissants, il avait davantage confiance dans les échanges internationaux que dans l'ingénuité humaine.

Enfin, le libéral John Stuart Mill a envisagé, au plus fort de la première révolution industrielle, l'avènement d'un « état stationnaire » seul à même, selon lui, de concilier aspirations à la justice sociale et préservation des ressources naturelles : « Si la terre doit perdre la plus grande partie de son agrément du fait d'une croissance illimitée de la richesse et de la population, dans le simple but d'entretenir une population plus nombreuse mais pas plus heureuse, j'espère pour le bien de la postérité qu'elle

se contentera d'être stationnaire avant d'y être forcée par la nécessité.»

Qu'est-il arrivé à l'analyse économique pour qu'elle oublie à ce point ses propres origines intellectuelles? L'oblitération du bien-être et de la soutenabilité s'est opérée en deux étapes cruciales. Tout d'abord, au début du ^{xx}e siècle, les économistes ont décidé de séparer leur discipline de la philosophie – plus précisément, de l'éthique – et de tenter d'en faire une science de l'efficacité modelée sur la physique (cette posture scientifique fut bien incarnée par l'un des premiers présidents de l'American Economic Association, Charles Dunbar). Puis, après la Seconde Guerre mondiale, la discipline économique s'est rêvée en science de la croissance. Ces deux métamorphoses ont été symbolisées par l'avènement d'un même indicateur: le produit intérieur brut (PIB).

Conçu dans les années 1930 par Simon Kuznets, économiste du développement à Harvard, pour prendre la mesure de la Grande Dépression, puis amélioré en plein effort de guerre par une équipe d'économistes britanniques autour de John Maynard Keynes, le PIB fut couronné roi de toutes les statistiques économiques lors de la conférence de Bretton Woods, en juillet 1944, lorsque les pays occidentaux l'adoptèrent comme étalon de pouvoir et de succès. Depuis lors, son emprise sur l'analyse et la politique économiques n'a fait que se renforcer. Mais cette domination est désormais contestée: la transition du bien-être s'est mise en mouvement.

Les 19 et 20 novembre 2007, voilà plus de dix ans, s'est tenue à Bruxelles une conférence internationale organisée par la Commission européenne dans le but affiché

de « dépasser le PIB ». Au cours de la décennie suivante, des dizaines de commissions¹ ont produit autant de rapports, et des centaines de propositions d'indicateurs de bien-être et de soutenabilité ont vu le jour, certains prêts à l'emploi. Point d'orgue de cet effort sans précédent, les Nations unies ont adopté, en septembre 2015, dix-sept Objectifs de développement durable, ou ODD, censés guider les politiques de développement dans les années à venir et réservant *de facto* à la croissance du PIB la portion congrue².

Mais la transition du bien-être avait été mise en marche près de cinquante ans plus tôt. Dans un discours prononcé à l'université du Kansas le 18 mars 1968, peu de temps avant son assassinat, Robert Kennedy expliqua aux citoyens américains, dans un langage pénétrant et accessible, la nécessité d'aller au-delà du produit national brut (le PNB, une variante du PIB) pour saisir le sens véritable du développement humain. La croissance, affirmait-il, « mesure tout sauf ce qui vaut la peine de vivre ». Les recherches universitaires ont vite fait écho à la critique éloquente et puissante de Kennedy. Dans une série d'articles publiés entre 1972 et 1973, les économistes William Nordhaus et James Tobin suggérèrent que la « croissance » était devenue « obsolète ». Ainsi naquit, il y a près d'un demi-siècle, ce que l'on nomme aujourd'hui « l'agenda au-delà du PIB ».

1. Notamment la Commission Stiglitz, en 2008-2009, à laquelle les chercheurs de l'OFCE ont largement contribué.

2. En l'occurrence, elle se limite à une partie de l'objectif n° 8 : « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ».

Si ce programme de réflexion et d'action a pris un essor considérable depuis lors, c'est qu'il procède d'un constat difficilement contestable et de plus en plus partagé: le sacrifice du bien-être, de la résilience et de la soutenabilité sur l'autel de la croissance a un coût humain considérable aujourd'hui visible à l'œil nu, des maladies respiratoires causées par la pollution urbaine chez les enfants à la disparition des insectes sur les parebrises des voitures, symptôme de l'effondrement de la biodiversité.

Parce que les trois horizons de l'humanité ont été négligés par l'économie standard au cours des dernières décennies, notre prospérité est maintenant menacée par les inégalités sociales et les crises écologiques. Plus précisément, nous faisons face à un double risque imminent d'implosion et d'explosion qui n'a été diagnostiqué que bien trop tard faute d'une attention suffisante aux instruments adéquats de mesure. Nos démocraties sont menacées d'implosion sous l'effet de la crise des inégalités, qui nourrit le ressentiment identitaire, accroît la distance entre les citoyens et mine l'idéal d'égalité partout sur la planète. Nos sociétés sont en outre menacées d'explosion sous l'effet de la dégradation des écosystèmes, dont l'altération met directement en péril nos conditions de vie, parce qu'ils en constituent le soubassement.

Le début du XXI^e siècle se caractérise donc par trois crises connexes et angoissantes pour qui les regarde bien en face: la crise des inégalités, les crises écologiques et la crise démocratique. Si nous entendons y remédier, il nous faut les comprendre et, d'abord, en prendre la mesure. La passion de la croissance nous en empêche.

Le PIB mesure la production de biens et services échangés sur les marchés et monétarisés au cours d'une période donnée, en comptabilisant les flux de revenus, de dépenses ou de valeur ajoutée. La croissance désigne l'augmentation du niveau du produit intérieur brut à prix constants. Dès lors, par construction, PIB et croissance ne reflètent qu'une très faible part des déterminants du bien-être humain, et en aucune façon sa résilience ni sa soutenabilité. Kuznets lui-même en avait eu l'intuition dès 1934 : «Ceux qui demandent plus de croissance devraient préciser leur pensée : plus de croissance de quoi et pour quoi?»

En effet, le bien-être humain dépasse de loin la consommation de biens et services marchands (il peut s'agir du bien-être individuel, de la santé ou de l'éducation d'un individu, mais aussi du bien-être collectif, par exemple la qualité des institutions ou le niveau des inégalités). De plus, il doit être apprécié en dynamique, sous une contrainte écologique de plus en plus forte au ^{xxi}e siècle. C'est le sens de la notion de prospérité, qui vient du latin *prosperus* (favorable aux attentes) : elle implique de projeter le bien-être dans le temps pour faire en sorte que, dans dix, vingt ou cent ans, il reflète nos espérances présentes.

Même pour des dimensions élémentaires du bien-être économique telles que le revenu et l'emploi, la pertinence du PIB comme instrument de compréhension et de pilotage des systèmes économiques n'est plus assurée. On peut ainsi démontrer, chiffres à l'appui, que, dans un pays comme la France, au cours de la décennie écoulée depuis la «grande récession» de 2009, les variations du

pouvoir d'achat et des créations d'emploi ont été largement déconnectées de la croissance du PIB. Aucun mystère là-dedans: le pouvoir d'achat dépend des choix de redistribution, et non de l'état de la production (surtout si le système économique est largement financiarisé, comme c'est le cas aujourd'hui). Quant aux variations de l'emploi, elles sont beaucoup plus sensibles aux structures (démographiques et sociales) qu'aux soubresauts de la conjoncture.

Si l'on accepte ces constats, on comprend que gouverner une économie avec des indicateurs partiels et trompeurs présente deux risques évidents: celui de ne pas pouvoir repérer certaines évolutions sociales capitales (comme l'effondrement du pouvoir d'achat des années 2010-2014 en France) et celui de fonder ses choix de politique économique sur des faux-semblants, donc de commettre de lourdes erreurs dont le coût social et politique peut se révéler considérable (à l'image de l'austérité budgétaire désastreuse des présidences Sarkozy et Hollande).

Mais il y a beaucoup plus sérieux encore que le revenu ou l'emploi: la santé, le bonheur et la viabilité des écosystèmes. Les responsables qui continuent de se fier à la croissance sont rendus aveugles aux deux dimensions les plus essentielles de l'existence: la santé du corps et de l'esprit et la vitalité de la biosphère (qui conditionne la possibilité de poursuivre l'aventure humaine sur la planète). Ils et elles négligent les questions d'égalité, de répartition et de redistribution, confondant la croissance avec le progrès social. Ils et elles dégradent les écosystèmes pour des gains économiques de court terme,

nuisant au bien-être humain tout en croyant l'améliorer. La politique économique finit par divorcer des connaissances scientifiques et, plus grave encore, des aspirations des citoyens.

La croissance n'est donc pas une solution à nos problèmes, c'est un double obstacle à leur résolution : elle entrave notre vue autant qu'elle biaise notre action. Le PIB est borgne quant au bien-être économique, aveugle au bien-être humain, sourd à la souffrance sociale et muet sur l'état de la planète. La croyance dans la croissance est soit une illusion, soit une mystification. La transition du bien-être, dont cet ouvrage affirme la nécessité et démontre la faisabilité, propose tout simplement de sortir de ces errements en sortant de la croissance.

En quoi consiste cette transition ? Elle découle d'une réalité qui peut s'énoncer simplement : les défis du XXI^e siècle ne peuvent être compris, et encore moins pris à bras-le-corps, avec des indicateurs conçus dans les années 1930. Car si les décideurs gouvernent à l'aide d'indicateurs, ils sont réciproquement gouvernés par eux. Ces indicateurs se doivent donc d'être fiables et pertinents. La transition du bien-être signifie que, au lieu de la croissance, les décideurs devraient se préoccuper du bien-être (le développement humain), de la résilience (la résistance aux chocs, notamment écologiques) et de la soutenabilité (le souci du bien-être futur).

Ce que la discipline économique peut faire de mieux pour hâter le pas des sociétés sur ce long chemin, c'est de s'efforcer de compter ce qui compte vraiment et de proposer aux citoyens et aux décideurs des moyens pratiques de le prendre en compte.